

# CDH et PS sans doute condamnés à poursuivre

- Dernières nouvelles du front : l'appel de Benoît Lutgen à évincer le PS ne semble visiblement pas dépasser la Wallonie.
- Pas de majorité alternative en vue à la Communauté française (le gouvernement « rentre » mercredi) et à Bruxelles.
- Sauf imprévu, événement extérieur, PS et CDH sont condamnés à poursuivre...

**L**es carottes sont cuites ? Tout l'indique en tout cas. A commencer par les précisions dimanche d'Olivier Maingain et Olivier Chastel.

Le premier, interrogé par la RTBF à la ducasse d'Ath, a précisé qu'il continuait à plaider en faveur d'une grande alliance francophone à la Fédération Wallonie-Bruxelles (un gouvernement Défi-CDH-MR-PS). Et que si cela n'était pas envisageable, alors Benoît Lutgen et le CDH n'avaient qu'à continuer à gouverner avec le PS à cet étage, partant à la Région bruxelloise.

De cette façon, le leader amant, qui avait laissé planer le doute jusqu'à présent (on pense à sa longue liste de « conditions » la semaine dernière) referme la porte devant toute possibilité de bâtir une majorité alternative excluant le PS au parlement de la Communauté française.

Olivier Maingain nous le confirmait dimanche après-midi : « *A situation exceptionnelle, gouvernement inédit : je vois pour ma part une large majorité francophone, une union francophone, qui s'activerait utilement jusqu'en 2019, sur quelques dossiers essentiels pour la Fédération, tel que*

*l'enseignement. Il n'y a pas d'autre voie.* »

**Chastel : « Sans le PS. Je ne reviendrai pas là-dessus »**

Dans le même temps, contacté dimanche par nos soins, Olivier Chastel, président du MR, consentait juste à nous déclarer, à propos de son refus de participer à un exécutif francophone qui associerait le PS : « *Je ne reviendrai pas là-dessus.* » Ce qui n'a l'air de rien, mais ce qui a de grosses conséquences. Pour les bleus, c'est une affaire de cohérence : ils ne se sont pas fait prier pour renverser, avec le CDH, le gouvernement wallon, et s'installer à l'Elysette (fin juillet), ils sont tout prêts à opérer de la même façon à la Communauté et à Bruxelles, pour autant que des majorités alternatives se dessinent là aussi. Pas question pour eux de s'engager dans une aventure d'un autre type. Si Défi ne bouge pas, alors rien. Or, Défi ne bouge pas.

Deux mois après son appel du 19 juin, Benoît Lutgen aura fait basculer (c'est historique) la Wallonie au centre-droit, provoquant l'avènement à Namur d'une majorité MR-CDH et installant un li-

béral-réformateur (Willy Borsus) à la place d'un socialiste (Paul Magnette) à l'Elysette, mais l'onde de choc ne se propage pas. Sauf imprévu, événements extérieurs, ou revirement radicalissime de la part du MR et de Défi, comme on le disait, les carottes sont cuites. Olivier Maingain et Olivier Chastel semblent bien avoir refermé dimanche les issues de secours.

## Realpolitik

Le président du CDH croit-il toujours à son plan anti-PS ? Ou doit-il se rendre à l'évidence, et ne se l'avoue pas ? Une évidence qui, pour lui, s'apparente à un choix cornélien...

D'une part, Benoît Lutgen peut démissionner ses trois ministres opérant au sein des gouvernements régional bruxellois et de la Communauté française (Céline Fremault à Bruxelles, Alda Greoli et Marie-Martine Schyns à la Communauté), ce qui serait cohérent avec son appel du 19 juin, lequel était sans ambiguïté sur l'impossibilité, pour les centristes-humanistes, de poursuivre leur route aux côtés d'un PS jugé infréquentable.

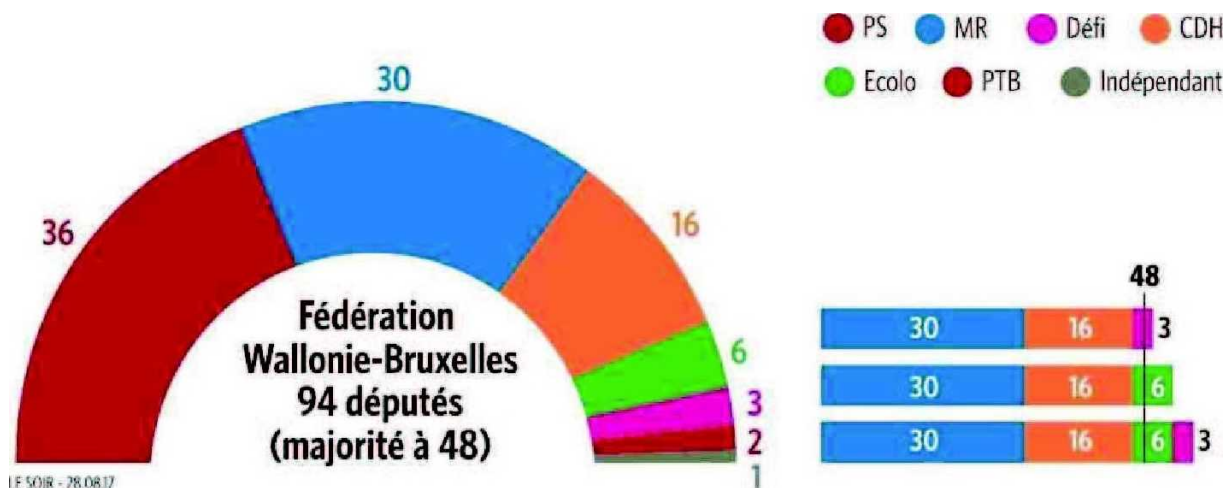
Donc, démissionner ? Oui, mais : en l'absence de majorités de

rechange, a fortiori lorsqu'un partenaire (le PS ici) reste en place (les rouges, eux, ne démissionnent pas), les exécutifs demeurent, tant bien que mal, c'est la règle. La démission des ministres CDH serait un acte purement symbolique. Qui, du reste, pourrait faire éclater le parti à Bruxelles, tendu entre Benoît Cerexhe, chef de groupe au parlement régional, putschiste affirmé, et Joëlle Milquet, députée bruxelloise, adepte d'un accommodement raisonnable.

Précisément, en fait d'accommodement, il y a l'autre voie pour Benoît Lutgen : vu les circonstances, et après plus de deux mois, il renonce à son plan anti-PS, il maintient pleinement ses ministres CDH aux affaires à Bruxelles et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, au sein des gouvernements Vervoort et Demotte, cela au nom de l'intérêt supérieur des institutions francophones.

Le gouvernement bruxellois se réunira le 7 septembre, ce qui laisse un peu de champ. Celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles, lui, « rentre » ce mercredi 30 août, il faut trancher. ■

DAVID COPPI



# analyse A Bruxelles, plus personne ne croit vraiment à un renversement d'alliance

**I**l faut avoir un début de piste de négociation pour s'asseoir autour de la table. En Région bruxelloise, tout le monde est debout. » Ce résumé, lancé dans les rangs libéraux, en dit long sur le blocage de la crise politique francophone en Région-Capitale. Si ces dernières semaines, le sort de la Communauté française a fait couler beaucoup d'encre, c'est le silence radio en Région bruxelloise. En Communauté, il y a encore une faible probabilité que des négociations en vue d'un renversement d'alliance commencent.

A Bruxelles, en revanche, rien n'est moins sûr. Des coups de sonde dans tous les partis politiques, CDH y compris, donnent le ton. « C'est mal emmanché », dit ce bleu. « Rien n'a bougé », renchérit ce vert. Dans la majorité, PS, Défi, VLD, CD&V et SPA réitérent leur volonté de ne pas changer d'équipe. Même certains CDH envisagent d'ores et déjà de rester aux affaires jusqu'en 2019... Passage en revue des obstacles qui rendent la situation quasi inextric-

able à Bruxelles.

## 1 Le casse-tête arithmétique.

C'est tout de même la base des réflexions. Imaginons que MR, CDH et Défi convolent, contre toute attente, en justes noces : ils obtiendraient 37 sièges sur 72 côté francophone (pile la majorité). Pascal Delwit, politologue à l'ULB, recadre : « Il faut avoir deux choses en tête. D'une part, au niveau formel, cette majorité d'extrême justesse a besoin de chaque voix, dont celle d'Armand De Decker (qui n'est plus bourgmestre d'Uccle suite au Kazakhgate mais qui est toujours député, NDLR). A partir du moment où Benoît Lutgen veut changer les majorités pour des raisons éthiques, compter sur Armand De Decker pour faire la voix de différence, ce n'est pas forcément très glorieux. Ensuite, n'oublions pas que le MR a dans son groupe une parlementaire en congé maladie longue durée, ce qui ne donne aucune certitude d'avoir toutes les voix nécessaires. »

Dans les rangs libéraux, on assure que ce dernier point n'est pas forcément un obstacle. Le tout nouveau gouvernement wallon

fonctionne d'ailleurs avec une majorité très courte, même si cela a déjà occasionné des problèmes pratiques - souvenez-vous de la présence obligatoire de Jacqueline Galant, quelques jours avant son accouchement, le jour de la motion de confiance...

## 2 La bonne entente et le projet commun des membres du gouvernement.

Depuis le début de la crise, tous les ministres bruxellois, à part la centriste Céline Fremault, répètent que l'entente est bonne au sein de l'exécutif. « Ce ne sont pas tant les partis, mais bien les ministres, qui ne veulent pas de changement. Les individus qui composent le gouvernement se tiennent ensemble. On sent que même Céline Fremault n'est pas prête à démissionner », observe-t-on au PS. Cette dernière a pourtant sérieusement attaqué le PS et le SPA en juillet, en dénonçant, dans *LEcho*, la présence de

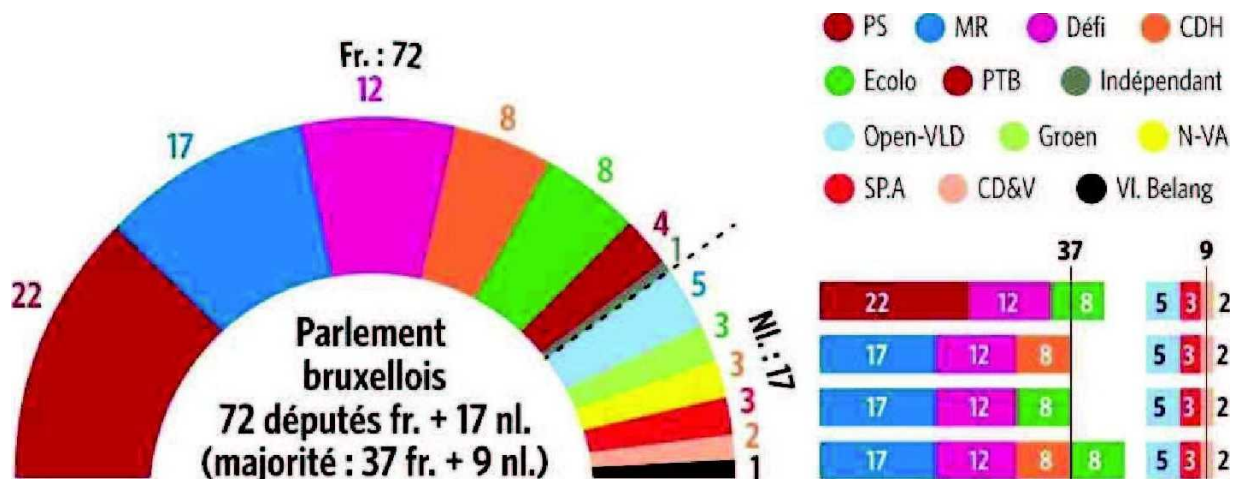
membres des cabinets Vervoort et Smet à un séminaire du Samusocial à Spa. « Service commandé par Benoît Lutgen », analysent, d'une même voix, les différents partenaires. Une source observe

d'ailleurs que Céline Fremault continue d'avancer sur ses dossiers comme avant. A l'inverse de la Wallonie, il n'y a pas non plus de (trop) grandes divergences sur le fond des dossiers. Ce qui fait dire à beaucoup qu'Olivier Maingain

(Défi), dont le parti est indispensable, ne prendra pas le risque de rouvrir des négociations. « Il a obtenu ce qu'il voulait dans l'accord de 2014. Il n'est pas près de prendre le risque que les autres partis viennent avec d'autres revendications, ce n'est pas dans son intérêt. »

## 3 L'union des néerlandophones et le soutien de Vanhengel à Vervoort.

On le sait, à Bruxelles, il faut une majorité dans les deux groupes linguistiques, francophone et néerlandophone. Après l'appel de Lutgen à éjecter le PS en juin, les néerlandophones Guy Vanhengel (VLD), Pascal Smet (SPA) et Bianca Debaets (CD&V) se sont affichés unis, avec un message clair : celui de maintenir leur attelage jusqu'aux élections de 2019. Alors que la reprise du gouvernement se profile (ce sera le 7 septembre), tous maintiennent



cette position. Le garant de cette alliance est Guy Vanhengel, très proche du ministre-président PS Rudi Vervoort (les deux hommes sont sur la même liste à Evere et sont aussi amis). Dans l'opposition, on commente : « On sent que le PS chouchoute à fond le VLD car c'est lui qui tient les clés côté néerlandophone. Si le VLD dit "on ne bouge rien", cela bloque le jeu. » Cette autre source conclut : « A partir du moment où tant Défi que le VLD souhaitent rester avec le PS, cela ferme beaucoup de portes. »

**4 La menace N-VA.** Imaginons tout à éjecter le PS. « Si demain, le PS part, le VLD sera sous pression. Certains pourraient accuser Guy Vanhengel de rester scotché aux socialistes flamands, ce qui est encore plus pénalisant en Flandre que du côté francophone », commente cette source gouvernementale. D'autant que le SPA a été, comme le PS, durement pointé, on l'a dit, par Céline Fremault en juillet. Il y a donc deux hypothèses. « La me-

mière : remplacer le SPA par Groen ou par la N-VA, recadre Pascal Delwit. L'alternative, c'est que le CDH et le CD&V s'en aillent et qu'ils soient remplacés par Ecolo et Groen. Mais dans les deux cas, il y a des problèmes : Ecolo ne veut pas monter et il y a un risque que la crise se déplace du côté néerlandophone. » Quant à l'hypothèse de faire monter la N-VA, autant dire qu'on voit mal quel parti prendrait le risque de faire « rentrer le loup dans la bergerie ».

**5 Et l'avenir ?** Pascal Delwit résume : « Si aucune alternative ne se dégage, il y a deux possibilités. Soit le CDH accepte la situation et continue comme si de rien n'était, ce qui est en fait la situation actuelle. C'est possible, puisque les deux hommes forts du gouvernement, Vervoort et Vanhengel, ont indiqué que cette hypothèse était acceptable. Soit le CDH va au bout de sa logique et fait démissionner Céline Fremault. Alors, on rentre dans l'inconnu. »

Et les vœux se tournent vers le

CDH. Avec sa carte blanche, Joëlle Milquet a ouvert une brèche – celle de continuer avec le PS pour ne pas mettre en péril les institutions. D'autres centristes la soutiennent en ce sens. « Dans ce cas-là, le CDH risque de devoir avaler quelques couleuvres, murmure-t-on dans la majorité. En plus, ce sera compliqué pour Céline Fremault d'assumer, en 2019, le bilan d'un gouvernement qu'elle ne soutient pas. »

Et si les centristes quittent la coalition, ce ne sera pas plus facile pour eux, comme l'observe cette autre source proche du pouvoir : « Je ne vois pas pourquoi un texte qu'on a approuvé hier avec le CDH ne serait pas voté par ce même parti demain. Ou alors, on est dans le parjure. Or, à ce stade de la législation, la plupart des textes sont déjà passés en première lecture. » Et voilà que la situation quasi inextricable de la Région-Capitale se transforme en véritable casse-tête chinois pour les centristes bruxellois...

Allô Bastogne ? ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

## FÉDÉRATION

### Gouvernement Demotte : que personne ne bouge !

Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles « rentre » ce mercredi 30 août. Le PS maintient logiquement ses ministres, et son ministre-président, Rudy Demotte. Quid du CDH ? Benoît Lutgen peut décider de les démissionner, mais ce serait purement symbolique : non seulement le gouvernement francophone ne s'effondrerait pas dans la foulée, mais il ne serait pas même « en affaires courantes », donc limité dans son rayon d'action, contraint à observer un programme minimum. Rien de tel. En effet, il faudrait pour cela (pour être en « affaires courantes ») que les ministres socialistes annoncent eux aussi leur démission, ce qui, on l'a dit, ne sera pas le cas. Conclusion ? Si aucune majorité alternative ne se dégage (et c'est désormais le scénario plus que vraisemblable), il y a de fortes chances pour que les ministres CDH conservent et préservent leurs portefeuilles tout simplement, poursuivant avec les socialistes jusqu'en 2019. Malgré tout. Tant bien que mal. Entre devoir et punition.

D.CI